

Informations du Guatemala

1ère Année / DEPECHE SPECIALE [2]?

9-12 Août 1983

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) se prononce sur le coup d'Etat.

Mexico, 12 août.

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) s'est prononcée sur le coup d'Etat dans un communiqué diffusé aujourd'hui, où elle expose que l'éviction du général Rios Montt " accentue les problèmes internes du Guatemala et exacerbe les tensions dues aux conflits en Amérique Centrale".

L'URNG est composée de quatre organisations politico-militaires qui luttent pour la prise du pouvoir : Les Forces Armées Rebelles (FAR), l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP), l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) et le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT).

L'URNG affirme que :

"Face à cette nouvelle manoeuvre des ennemis de notre Patrie, nos forces continueront à combattre sans répit les forces génocides du régime.

Le communiqué souligne également que, par cette mesure, le gouvernement :

"aggraverait la crise sociale, le mécontentement populaire et, en conséquence la crise politique dans le pays"

et que le nouveau gouvernement mettra en place de nouvelles mesures politiques,

"destinées à le revêtir d'une prétendue image de marque démocratique".

Selon la déclaration de l'URNG, le régime de Rios Montt n'a pas regroupé les composantes du pouvoir, c'est-à-dire l'Armée, les détenteurs de la richesse nationale et les intérêts nord-américains au Guatemala.

L'UNRG signale que :

"Aujourd'hui le régime militaire, embourbé dans une crise encore plus grave, cherche désespérément de nouvelles solutions."

TEXTE INTEGRAL DE LA DECLARATION DE L'URNG

Face au coup d'Etat des chefs militaires de l'Armée du Guatemala contre le général Rios Montt, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque déclare :

1. Le coup d'Etat du 8 août réussi par le haut commandement de l'Armée guatémaltèque est la preuve de l'insolubilité de la crise politique, économique et militaire que traverse le régime génocide du Guatemala et de l'échec de la politique contre-insurrectionnelle imposée à notre peuple depuis 20 ans.

La montée irréversible du mouvement révolutionnaire guatémaltèque, conduit par l'URNG, est fondamentalement le détonateur de cette crise. Au cours des quatre dernières années, et surtout ce semestre, l'URNG a assésné des coups décisifs et concluants à l'Armée génocide, creusant les fissures de l'édifice.

La lutte et la résistance héroïque de notre peuple ont toujours mis en échec la réalisation du regroupement des composantes du pouvoir, tenté le 23 mars 1982 en mettant Rios Montt au pouvoir. Aujourd'hui le régime militaire, embourbé dans une crise encore plus grave, cherche désespérément de nouvelles solutions.

Le coup d'Etat du 8 août accentue les problèmes internes du Guatemala et exacerbe les tensions dues aux conflits en Amérique Centrale.

Le général Mejia Victores et le haut commandement militaire représentent la ligne la plus intransigeante et la plus dure de la politique contre-insurrectionnelle. Cette ligne favorise le renforcement des alliances militaires avec les armées antipopulaires et répressives de la région et, en conséquence les plans interventionnistes de l'administration Reagan.

2. L'éviction du général Rios Montt accentue les divergences et les contradictions au sein de l'Armée, instrument de pouvoir des classes dominantes et de l'Etat guatémaltèque. Les chefs militaires prétendent, au moyen du coup d'Etat, restaurer l'unité de l'Armée, afin de combattre le mouvement révolutionnaire, combat dans lequel ils n'ont connu aucun succès.

Ils prétendent étouffer les conspirations et diminuer les pressions des officiers du bas de la hiérarchie, en les soumettant aux règles de la hiérarchie militaire en place.

Néanmoins, la troupe et les officiers subalternes présents sur le front subissent une hostilité constante et de rudes coups. Ils sont affaiblis :

- par la pénurie économique et logistique imputable aux offensives ratées contre nos fronts guérilleros
- par les querelles de chapelles autour du pouvoir
- par l'échec permanent des affrontements contre nos forces
- par la nécessité de déplacer la troupe pour contrôler la population
- par l'incompétence, la corruption et le manque de confiance dans la direction de la guerre du haut commandement militaire.

Tout ceci crée une situation de mécontentement, de conspiration et de division dans les rangs de l'Armée et rendent inévitable, en dépit de ce changement, la défaite.

3. Le général Mejia Victores, en tant que membre du haut commandement et en tant que ministre de la Défense, est co-responsable du génocide au Guatemala, et directement responsable de la planification, de la coordination, et de l'initiative des massacres et des crimes perpétrés contre notre peuple, en accord avec la ligne la plus militariste et la plus dure dans la politique de contre-insurrection.

Reagan, les classes dominantes et leurs alliés ont prétendu le faire passer pour un militaire de la ligne démocratique afin de le présenter comme un interlocuteur crédible, ceci dans la défense de leurs intérêts bellicistes dans la région.

Ils ont tenté de le présenter comme le défenseur de la concorde nationale de la paix et de la démocratie, occultant sa personnalité et ses actes répressifs et génocides, connus et dénoncés dans le monde entier.

4. Le haut commandement militaire et le général Mejia Victores s'emploient à concilier à nouveau les différentes tendances existant au sein de la classe dominante, puisqu'ils sont obligés de compter sur elles pour gouverner et exécuter les plans de la politique contre-insurrectionnelle. Ils essaient d'éviter la confrontation de ces tendances, manifestes sous Rios Montt.

Ils tentent de résoudre la crise en prenant des mesures qui n'affectent pas les classes dominantes, et en en faisant supporter le poids aux travailleurs. Ce qui aggravera la crise sociale, le mécontentement populaire et, en conséquence la crise politique dans le pays.

Rios Montt a démontré à l'évidence qu'un régime contre-insurrectionnel comme celui du Guatemala est incapable de mettre en place la moindre solution réformiste. Mejia Victores ne fait que confirmer ce fait, utilisant des manoeuvres politiques grossières, destinées à le revêtir d'une prétendue image de marque démocratique.

Le haut commandement militaire intensifiera les campagnes militaires contre le mouvement révolutionnaire armé, cherchant des victoires à court terme. Il essaiera d'étouffer les aspirations populaires et démocratiques par une nouvelle escalade dans la répression et dans le génocide, utilisant de nouvelles méthodes contre-insurrectionnelles.

5. L'administration Reagan, avec la même impudence que celle que révélaient son soutien à Rios Montt et ses efforts pour le blanchir de son génocide, reconnaît et appuie Mejia Victores et le régime militaire car ils favorisent sa position belliciste et ses intérêts interventionnistes en Amérique Centrale.
6. Face à cette nouvelle manoeuvre des ennemis de notre Patrie, nos forces continueront à combattre sans répit les forces génocides du régime.

Le peuple du Guatemala, dirigé par son avant-garde politico-militaire, l'URNG, saura donner une réponse combattive, intensifiant la guerre populaire révolutionnaire, l'unique voie pour construire un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique, qui constitue la seule alternative pour répondre aux aspirations justes et légitimes de notre peuple.

Nous appelons tous les gouvernements, toutes les forces démocratiques et progressistes à se solidariser avec la lutte déterminée de notre peuple et des peuples d'Amérique Centrale.

Informations du Guatemala

1ère Année / DEPECHE SPECIALE

9 août 1983

ELEMENTS D'ANALYSE

Le coup d'Etat rompt avec l'accord de réalignement passé le 29 juin entre les secteurs de l'Armée, Rios Montt, le secteur privé, l'administration Reagan et les partis politiques traditionnels.

La fragilité d'un tel accord, qui n'a duré que cinq semaines, et le caractère insoluble de la crise du pouvoir au Guatemala paraissent désormais évidents.

Le haut commandement militaire avait utilisé cet accord pour imposer à Rios Montt des conditions lui permettant de retrouver la primauté politique et économique dans le pays, au détriment de l'autorité de l'ex-président.

En effet, le haut commandement militaire avait perdu son rôle hégémonique en raison :

- de la manière personnalisée et dictatoriale dont Rios Montt exerçait le pouvoir
- de la participation croissante au pouvoir des "jeunes officiers" ou des conseillers qui entouraient Rios Montt, qui assumaient depuis le coup d'Etat du 23 mars 1982 des fonctions dont la nature ne correspondait pas aux normes de la hiérarchie militaire ni aux règles de la promotion interne.
- de l'influence des sectes évangéliques, particulièrement celle de l'Eglise du Verbe, dont font partie quelques hauts fonctionnaires du régime renversé hier. Ce qui aggrave la situation déjà complexe du pays
- de la détérioration de l'image de marque de l'Armée, imputable au fait que des officiers occupent des postes dans le secteur public et au fait qu'elle s'est compromise par sa participation effective à un gouvernement incompetent

L'accord du 29 juin a eu pour conséquences :

- l'éviction du groupe de conseillers
- l'abandon des postes du secteur public par quelques officiers
- les entretiens et le prétendu accord entre Rios Montt et les partis politiques traditionnels
- les déclarations bien-intentionnées de Chapin à Rios Montt et les promesses nord-américaines d'un appui économique et militaire
- l'arrêt d'une date pour les élections de l'Assemblée Nationale Constituante

On connaît l'attitude autoritaire de Mejia Victores et sa manière de réagir aux situations en tant que ministre de la Défense de Rios Montt.

On se souvient

- de la manière dont il a traité Clarence Long le 17 février
- de la manière dont il s'est opposé à l'Eglise Catholique pour défendre l'Armée et le gouvernement, critiquant la lettre des évêques : "Confortés par la Foi"
- de la manière dont il a traité les parlementaires européens qui ont visité le pays dernièrement
- qu'il a défendu les tribunaux spéciaux
- de son refus de porter devant les tribunaux de justice les dossiers d'inculpation des cinq personnes fusillées avant l'arrivée du Pape
- de la manière dont il a toujours justifié l'état de siège
- de ses déclarations selon lesquelles tous les réfugiés sont communistes etc.

Il faut souligner que Mejia Victores est le second responsable du génocide au Guatemala et que c'est lui qui, en tant que responsable direct de l'Armée, a planifié, coordonné et impulsé la pratique des massacres.

Quant à l'appui et à la participation éventuelle des Etats-Unis au coup d'Etat, on peut prendre en considération :

- la réunion des militaires salvadoriens, honduriens et de Mejia Victores le samedi 6 août
- les récentes déclarations de John Block et Mc Cormack, fonctionnaires nord-américains qui se sont rendus au Guatemala le 5 août, et ont loué l'habileté et l'intelligence de Mejia Victores
- la déclaration qu'ils ont lue à 18 heures à Guatemala, dans laquelle ils définissent la position du département d'Etat
- la reconnaissance, dans le discours de Mejia, du rôle "positif" que jouent les Etats-Unis dans la recherche de la paix en Amérique Centrale, ainsi que l'adoption d'une terminologie qui convient à la politique de ce pays : démocratisation, suspension de l'état de siège, suppression envisagée des tribunaux spéciaux
- la reconnaissance immédiate du régime de Mejia Victores par le gouvernement hondurien
- les déclarations de la radio "La Voix des Amériques"

D'autre part, la chute de Rios Montt accentue les divergences au sein de l'Armée et démontre l'échec de la politique contre-insurrectionnelle.

LES ANTECEDENTS DE LA RUPTURE

- la démission du ministre de l'Intérieur, le colonel Ricardo Mendez Ruiz
- l'ajournement de l'aide américaine
- l'opposition du Parti National Rénovateur
- l'échec de la proposition Rios Montt d'un "pacte entre hommes d'honneur"
- l'imposition de la Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA)

Parallèlement à ces événements, durant le mois de juillet, le mouvement révolutionnaire a porté de rudes coups aux forces gouvernementales de sécurité dans la capitale et à l'intérieur du pays.

Les émissions-pirates de radio diffusant les messages des insurgés ont constamment contrecarré la désinformation officielle.

Ces événements, en dépit des accords, ont aggravé la crise au sein de l'Armée, entre les secteurs privés et politiques, et ont accentué la méfiance en la capacité de Rios Montt à contrôler la situation.

Ce coup d'Etat constitue une réponse militaire à une crise politique qui n'a pas trouvé d'issue.

Mejia Victores, de son côté, représente le secteur le plus intransigeant et le plus militariste de l'Armée. Son curriculum vitae, strictement militaire, le prouve :

- nomination comme kaibil d'honneur (soldat des troupes d'élite)
- nomination comme membre d'honneur de la Force Aérienne des USA
- études dans la zone du Canal de Panama
- participation à la création du Centre d'Informatique du ministère de la Défense pour la contre-insurrection
- spécialisation dans la formation des troupes d'élite de parachutisme

LES EVENEMENTS QUI ONT PRECEDE LE COUP D'ETAT

Le général Oscar Mejia Victores, le colonel Fred Werner, le général Gustavo Alvarez, chef des Forces Armées du Honduras, Eugenio Vides, ministre de la Défense du Salvador et le président hondurien Suazo Cordova se sont réunis le 6 août au Honduras.

Le colonel Fred Werner est le chef en second de la zone du Canal de Panama et conseiller spécialisé dans les travaux de construction des bases militaires nord-américaines au Honduras.

Les colonels Walter Lopez et Ruben Montoya, respectivement chefs des Forces aérienne et navale du Honduras, assistaient également à la réunion.

La teneur de leurs entretiens n'a pas été révélée.

LE COUP D'ETAT

A huit heures, une unité militaire de l'Armée a pris d'assaut les bureaux de la compagnie de téléphone de Guatemala et coupé les lignes téléphoniques reliées au Palais National.

Pendant ce temps, les putschistes, ayant mis en signe de reconnaissance leur veste à l'envers, affrontaient les militaires fidèles à Rios Montt, dans le centre de la capitale. Au moins cinq personnes -militaires et civils- ont été tuées au cours de ces affrontements.

Des bruits de tirs provenant du Palais National ont été entendus par des témoins et on parle de nombreux blessés (environ 25 selon la presse), imputables, d'après des officiels, "à la nervosité des soldats de la garde présidentielle". Des cireurs de chaussures, des petits commerçants et des personnes venues effectuer des démarches au Palais National figurent notamment parmi les blessés. Le colonel Rafael Bol de la Cruz, commandant de la zone militaire n°13 de Mazatenango, bien que blessé, a pu préciser : "un jeune officier très nerveux m'a tiré dessus, alors que je me trouvais en face des arcades (Portal del Comercio)".

Dans la matinée du 8 août, le Conseil des commandants militaires, le haut commandement de l'Armée et, entre autres : Hector Mario Lopez Fuentes, Jaime Hernandez Merlos, Guido Penados, Heriberto Letona Linares, Fernando Castillo Ramen, Luis Alberto Tobar Martinez, Victor A. Vasquez, Erick Leonel Mendizabal,

Francisco Torres Cheguen, Jose Ortega Gomez, Hector Rafael Guz de la Cruz, Alvaro Barahona Escobar, Jose L. Diaz Munoz, Luis Alfonso Remola, Luis A. Tepeya, des forces aérienne, navale et terrestre, se sont réunis en conseil.

Motivés par le "sens de la patrie et de la responsabilité professionnelle, conscients du moment historique que vit le Guatemala et défenseurs de l'honneur et de la dignité de l'Armée", ils ont déclaré :

1. Nous avons analysé la situation créée par un petit groupe de personnes ambitieuses qui prétendent se maintenir indéfiniment au pouvoir.
2. Nous avons la preuve qu'un groupe de religieux, fanatiques et agressifs, profitant des positions influentes de certains de ses membres, a usé et abusé des moyens de gouvernement à ses propres fins, ignorant le principe fondamental de la séparation entre l'Eglise et l'Etat.
3. Nous réaffirmons notre décision d'éliminer la corruption administrative à tous les niveaux.
4. Nous sommes avant tout conscients de la nécessité de préserver et de renforcer la dignité de l'Armée et de maintenir le principe de hiérarchie et de coordination au sein de celle-ci, afin de couper court aux intentions fractionnistes de certains, qui voulaient semer la perturbation dans l'institution militaire.
5. En vertu de l'Unité Nationale, il a été décidé à l'unanimité de relever de ses fonctions le président de la République, commandant général de l'Armée, le général de brigade José Efrain Rios Montt et de nommer à sa place l'actuel ministre de la Défense, le général Oscar Humberto Mejia Victores, qui occupera simultanément les fonctions de chef de l'Etat et de ministre de la Défense.
6. Les règles de fonctionnement du gouvernement et les lois qui y correspondent seront modifiées pour permettre l'exécution de cette résolution.
7. Nous réaffirmons notre volonté de poursuivre le processus de retour à la constitutionnalité démocratique, et comptons pour cela sur le soutien et sur le concours de tous les secteurs politiques, sociaux et économiques du pays.
8. Comme le précédent, ce conseil militaire appuiera les nouvelles formules destinées à orienter le peuple sur la voie de la démocratie et du nationalisme, en vue de lui apporter un bien-être dans tous les domaines et d'offrir la possibilité à toutes les valeurs humaines de participer au vaste mouvement de réforme, sans distinction de parti.
9. Nous ratifions notre engagement envers le Guatemala de lutter par tous les moyens pour éliminer la subversion marxiste-léniste qui menace notre liberté et notre souveraineté.

ENTREVUE AVEC MEJIA VICTORES

"Deux civils et un officier tués, deux soldats blessés, tel est le résultat des dispositions prises pour que le général Rios Montt abandonne le pouvoir, mais ce fut par la faute de la garde présidentielle, ils étaient très nerveux", a déclaré le général Mejia Victores, visiblement nerveux.

A ses côtés se trouvait le général Hector Mario Lopez Fuentes, chef de l'Etat Major de l'Armée, et le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de la brigade militaire "Manuel Lisandro Barillas" de Quetzaltenango.

LE PREMIER DISCOURS DE MEJIA VICTORES

Le général Oscar Mejia Victores a prêté serment devant le magistrat Ricardo Sagastume Vidaurre, président de l'institution judiciaire, et a affirmé qu'il jurait "fidélité et respect aux règles fondamentales de gouvernement".

Il a ensuite prononcé son premier discours officiel :

"Concitoyens, au nom de l'Armée du Guatemala, et exprimant les sentiments de l'institution militaire avec une foi inébranlable en la loyauté et le destin de la patrie, sans ambitions personnelles d'aucune sorte, en soldat aguerrri au service de l'Armée, j'ai accepté, en tant que militaire, avec sérénité et détermination, la responsabilité qui m'incombe aujourd'hui de diriger les destinées de la Nation.

Je suis conscient de l'importance de la tâche à réaliser, mais, avec la foi en Dieu, l'aide de nos compagnons d'armes et le concours des secteurs économiques et sociaux, nous retrouverons la Paix, l'Entente nationale et la Démocratie.

Ni vainqueurs, ni vaincus ; nous unirons tous les Guatémaltèques en un effort commun, mûs par le sentiment élevé de notre devoir et de notre sacrifice.

La réunification politique commencée par l'Armée le 23 mars 1982, sera consolidée pour garantir au peuple guatémaltèque et à la communauté internationale la fermeté de notre décision de renforcer les bases d'une co-existence pacifique et le retour à un processus institutionnel, qui mène au plein exercice de la démocratie sociale, économique et politique dans le cadre de nos vertus chrétiennes et occidentales.

Nous appartenons au groupe des nations démocratiques, pluralistes et nous croyons en la libre détermination des peuples.

Le combat décidé contre la subversion et le contact direct avec les angoisses et les frustrations des populations paysannes indigènes, habitant les régions où le conflit a lieu, nous a permis d'observer la grande différence qui existe entre la réalité politique et l'immense majorité du peuple guatémaltèque (sic). En conséquence, nous réaffirmons que l'Armée du Guatemala et l'Etat guatémaltèque ne peuvent, ni ne doivent opter pour la défense ou la protection d'intérêts privés, qu'ils soient religieux, sociaux ou politiques.

Notre sacrifice et le sang versé par tant de guatémaltèques trouvent leur sens dans la recherche d'une démocratie totale. Les officiers et soldats qui ont offert leur vie à la Patrie ont montré à la Nation entière que l'Armée guatémaltèque vise le bien commun, c'est-à-dire le bien de chacun et de la société. L'Armée comprend qu'elle a assumé la responsabilité du retour à l'institutionnalité, et elle observera les résolutions suivantes :

1. La décision ferme de combattre la subversion marxiste-léniniste, les groupes paramilitaires qui pourraient exister, afin de protéger le peuple du Guatemala; mais au-delà de cette protection, nous cherchons à comprendre le peuple, partager ses sentiments et lutter avec lui : non seulement pour la défense de sa vie, de sa liberté et de sa sécurité, mais aussi pour lui offrir davantage de bien-être, contribuer au respect de sa dignité et lui donner la possibilité de satisfaire ses besoins vitaux et ses aspirations.

2. L'armée renforcera l'organisation populaire par l'auto-défense civile. Afin qu'elle accomplisse sa mission en accord avec ses possibilités, nous allons éliminer toute éventualité de manipulation religieuse ou politique

contraire aux intérêts de la majorité. Je rechercherai donc la collaboration des communautés, et nos efforts conjugués consolideront la Nation.

3. Les organisations de contrôle et de supervision de l'Etat bénéficieront de tout notre soutien et de notre garantie. Le pouvoir judiciaire peut être certain que nous n'interviendrons pas dans ses actions. Il devra suivre impartialement les règles de la Justice dans le strict respect de la loi.

Le Tribunal Electoral Suprême recevra notre appui inconditionnel. Nous faisons appel à tous les magistrats pour qu'ils nous aident effectivement à réaliser des élections légales. Nous avons également donné des instructions pour supprimer les tribunaux spéciaux ; il incombera à la Cour Suprême de Justice de proposer les changements indispensables pour garantir les droits de la défense auxquels tout citoyen doit aspirer.

Nous prions instamment Messieurs les Conseillers d'Etat de collaborer par des propositions positives et réalistes à notre action et de ne pas se laisser manoeuvrer par les ambitions de certains ; il sera tenu compte de leur fonction de conseillers juridiques dans la mesure où elle contribue à résoudre les différents problèmes du pays.

Nous affirmons notre respect absolu de l'autonomie de l'Université de San Carlos de Guatemala, ainsi que des autres universités privées. Le travail universitaire, dépourvu de sectarisme, est des plus importants et contribue au bien-être de la Nation. Les universités doivent participer non seulement de manière scientifique et technique, mais également proposer des solutions qui servent le Guatemala (sic).

4. La richesse spirituelle et religieuse du peuple guatémaltèque est exceptionnelle. Nous respectons sa foi et ses traditions et nous nous engageons solennellement à éviter les ingérences extérieures qui blessent ses sentiments. La démonstration de foule sans précédent au Guatemala qu'a suscité la visite de Sa Sainteté Jean-Paul II est une preuve de la ferveur religieuse de notre peuple.

5. Nous savons que la démocratie n'est pas une forme de maintien des privilèges des minorités traditionnelles qui ont influencé l'activité politique grâce à leur pouvoir économique. La démocratie doit donner au peuple la possibilité d'exercer librement son droit de vote sans que ses gouvernants n'exercent de coercition. Nous proposons seulement un calendrier électoral, sans subterfuges ni manoeuvres intéressées. Notre détermination à respecter les droits de l'homme est effective. Les autorités ne mesureront pas leurs efforts pour garantir ces droits et sanctionneront tous ceux qui, directement, indirectement ou violemment prétendent y porter atteinte. La liberté d'expression sera respectée et nous reconnaissons le travail d'information et d'orientation des media. Nous faisons appel au sens profond de la responsabilité du quatrième pouvoir.

6. Conséquents dans notre démarche d'identification avec les secteurs majoritaires et les intérêts du peuple, nous donnerons l'ordre de lever l'état d'urgence demain.

Nous réaffirmons notre soutien à tout processus de changement progressif et démocratique afin de garantir une plus juste distribution de la richesse.

Nous accorderons une attention particulière aux intérêts des travailleurs de la terre et à leurs organisations coopératives, associatives ou communautaires qui visent le développement du Guatemala.

Nous étudierons également les possibilités d'apporter certaines modifications à la réforme fiscale. Nous affirmons ainsi notre volonté de respecter strictement nos accords, nos engagements et nos obligations au niveau international.

Nous sommes extrêmement préoccupés par la crise qui affecte l'Amérique Centrale, et nous contribuerons, dans la mesure de nos possibilités à la reconnaissance de tous les accords susceptibles d'éviter l'aggravation de la crise qui pourrait déboucher sur un affrontement armé dans la région.

Nous suivons avec intérêt les efforts du groupe de Contadora. Nous avons également pris note de l'effort du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour que s'ouvre un dialogue constructif entre les parties en conflit. Nous affirmons, qu'en dernière instance, c'est aux Centraméricains qu'il reviendra de prendre les décisions qui permettront d'instaurer la paix".

Mejia Victores a conclu : "Compatriotes, l'Armée compte sur tous et sur chacun de vous pour servir la Patrie, comme elle seule le mérite".

LES APPUIS AU REGIME

Guatemala, 8 août - Annonce diffusée sur toutes les antennes de radio et de télévision : L'institution militaire et la Défense Civile (à travers les patrouilles civiles), se placent avec orgueil aux côtés du régime ; nous avons l'absolue certitude que les représentants des différents secteurs de la société guatémaltèque nous appuieront et nous suivront dans cette nouvelle voie ; nous sommes certains d'agir au mieux des intérêts de la Patrie et au profit de tous les guatémaltèques.

Un fonctionnaire délégué par le général Mejia Victores a lu à 18 heures le message suivant du département d'Etat nord-américain :

"Les Etats-Unis considèrent avec bienveillance tout pas effectué en direction de la démocratie, ; nous savons que le général Mejia Victores s'est engagé à poursuivre le processus démocratique et pluraliste. Nous approuverons toute démarche visant à établir un gouvernement démocratique.

Le général Guillermo Echeverria Vielman, dans une lettre ouverte aux media salue le gouvernement du général Mejia Victores et souligne que ce mouvement "écarter la possibilité d'un autre coup d'Etat". Echeverria approuve entièrement les déclarations des autorités, notamment celles du général Mejia Victores.

Le gouvernement du Honduras a reconnu cet après-midi le gouvernement guatémaltèque en place, installé le matin même grâce à un coup d'Etat.

La radio "La Voix des Amériques" a diffusé à 20 heures (heure locale), un communiqué annonçant la reconnaissance du régime de Mejia Victores par le gouvernement nord-américain. La station de radio a qualifié Rios Montt d' "assassin fanatique".

EXPLICATION DU COUP D'ETAT

Danilo Barillas, ex-dirigeant du Parti Démocrate Chrétien a affirmé au cours d'une entrevue que : "Les structures du gouvernement restent intactes, mais on a rompu avec l'Eglise du Verbe".